

# Objectif : bousculer la démocratie

À Tresses, au Taillan-Médoc ou à Saint-Médard-en-Jalles, des listes citoyennes se constituent afin de renouveler les pratiques et les personnels politiques.

## À la sauce bordelaise



« On n'attend pas CNN. » Pierre Hurmic ne boude pas son plaisir ce jeudi 16 janvier alors qu'il accueille un aréopage de journalistes dans sa permanence, rue des 3-Conils, à la déco scandaleuse. À deux pas de l'atelier de campagne de Nicolas Florian, le challenger du maire sortant attaque bille en tête son adversaire : « Je veux le remercier pour sa contribution à promouvoir l'écologie comme le thème numéro 1 de son programme électoral. » Avant de dérouler une dizaine de propositions phares, l'avocat bordelais n'est pas avare de formules, plus ou moins alambiquées, pour critiquer l'équipe municipale, du type « Ils ignorent que le terreau qui fertilise nos convictions est plus fécond que le gazon artificiel qui supporte les fleurs » ou « L'heure n'est pas à se contenter de colorier en vert un paysage urbain bétonné ». Seul Alain Juppé échappe aux sarcasmes du « candidat de l'écologie », tel qu'il se présente aux électeurs. « Son bilan, sur 24 ans, reste positif », lâche celui qui fut élu au conseil municipal en même temps que l'ex-Premier ministre, en 1995. Adapter la ville aux risques écologiques et climatiques, renforcer les liens et oxygéner la démocratie : voilà pour l'armature d'un programme qui promet la fin de l'artificialisation des sols, la création d'îlots de fraîcheur, la mise en place d'un service public municipal de l'habitat, la multiplication par 5 du budget alloué aux pistes cyclables ou le doublement de l'enveloppe des budgets participatifs. Entouré d'Emmanuelle Ajon (PS) et Nadia Saadi (société civile), Pierre Hurmic annonce un grand rassemblement le 29 janvier à l'Athénée municipal. Avec Vincent Feltesse ? L'hypothèse de voir atterrir sur la liste l'ex-président de la Cub, qui s'est retiré de la course avant Noël, « n'est pas à l'ordre du jour ».

Plus tard dans la journée, au Club de la presse, c'est un autre candidat, Pascal Jarty, qui a donné rendez-vous aux journalistes pour présenter son programme. Ils sont (très) peu nombreux, la salle est quasi exclusivement remplie de soutiens à sa liste « totalement apolitique ». Le candidat de *Servir Bordeaux* fait le show. « Je suis né en 1956 sous la neige et c'est pour ça que les sondages ne me font ni chaud ni froid », rigole l'ancien responsable associatif et conseiller municipal de Chaban, crédité de 1 % des intentions de vote. Volontiers théâtral, il marque un arrêt pour boire un verre d'eau pour signifier son appétence pour l'écologie, comme l'avait fait en son temps le candidat écolo à la présidentielle de 1974, René Dumont. Qualifiant ses concurrents de « sympathiques mais hors-sols », l'ancien directeur du Centre d'Information Jeunesse Aquitaine prône les mobilités douces et la gratuité des transports en commun... avant de proposer d'élargir la rocade à 2X4 voies ou d'offrir 2 heures de stationnement gratuit le samedi pour soutenir les commerçants. Et l'iconoclaste Pascal Jarty de passer du coq à l'âne, ou plutôt du chien (il veut une aire de déambulation pour les chiens sans laisse à Mériadeck) au rat (il faut s'attaquer à ces « nuisibles »). Favorable aux sanisettes et au retour des douches publiques comme à la gratuité des cantines ou la restauration des fêtes de quartier, il souhaiterait voir Bordeaux se doter d'une place des Grandes Femmes. Autant d'idées, et d'autres encore, à retrouver dans le manifeste, *Pour un mieux vivre à Bordeaux*, de celui qui revendique son indépendance politique : « Bordeaux n'a pas à être mise sous cloche. »



Pas d'accident de vélo pour le candidat Thomas Cazenave.

Ph Ugo AMEZ

Au même instant, c'est au *New-York*, là où Vincent Feltesse aimait réunir la presse, que Thomas Cazenave s'exprime devant les journalistes. À ses côtés, la députée Catherine Fabre et le patron de la République en Marche, Stanislas Guérini, venu soutenir un candidat en manque de notoriété. Alors que les journalistes s'installent, Catherine Fabre quitte les lieux, peut-être alertée que ses vœux prévus une heure plus tard risquent d'être perturbés par des avocats en colère et des Gilets jaunes.

Après avoir présenté le recueil des 300 projets qui marchent, sorte de fascicule programmatique à l'attention des candidats En Marche aux municipales, le premier des marcheurs et Thomas Cazenave enfourchent un vélo pour quitter les lieux : « Ça nous permet de démontrer que la sécurité des cyclistes n'est pas assurée en centre-ville. » « Si vous voulez le démontrer, faites-nous un bel accident », rétorque un photographe.

Mathieu NOTRE-DAME



Les listes citoyennes revendiquent un pouvoir construit et partagé avec les habitants.

Ph Ugo AMEZ

Le 14 décembre dernier, à la faveur d'une assemblée générale, Cécile Marenzoni a été désignée tête de liste par l'ensemble du collectif « Saint-Médard-en-Jalles demain » parmi 26 colistiers. « Je ne me suis pas autoproclamée, je n'ai pas fait campagne pour être élue, ce sont tous les membres du collectif qui se sont exprimés un à un et à haute voix avant de me choisir », rembobine cette mère de famille de 49 ans, directrice d'école maternelle. Une élection au jugement majoritaire qui intervient trois ans après la création du collectif, dans le sillage du film documentaire *Demain*, dans lequel Cyril Dion et Mélanie Laurent recensent des initiatives prises dans 10 pays face aux défis environnementaux et sociaux. Un collectif né de la volonté de bousculer les pratiques démocratiques, alors que « l'abstention au premier tour des municipales de 2014 a atteint 33 % », précise Cécile Marenzoni, lassée de multiplier les votes « sans conviction » et soucieuse de « recréer du lien en rapprochant les habitants des décisions ».

Ce type de démarche se retrouve dans plusieurs communes du département à l'approche des élections municipales. Qu'elles se qualifient de « citoyennes » ou « participatives », de nombreuses listes se constituent pour proposer une alternative au schéma traditionnel des partis politiques. C'est en tout cas ce que revendique la tête de liste de Saint-Médard-en-Jalles demain, même

si elle reconnaît que trois élus de gauche (PS et EELV) sont de l'aventure, dans cette ville dirigée par le centriste Jacques Mangon. « Aucun parti ne nous soutient, ni ne nous finance », précise Cécile Marenzoni. Cette ligne de conduite s'inscrit dans l'ADN du collectif réunissant 80 membres qui, au-delà des sensibilités politiques, se sont engagés autour d'une charte des valeurs articulées autour des enjeux environnementaux et des défis institutionnels.

Aux portes de la Métropole, à Tresses, les mêmes thématiques occupent les réunions participatives menées depuis plusieurs mois par le Nouvel élan Tressois, le groupe des élus de l'opposition au Conseil municipal. Dans cette commune de moins de 5.000 habitants, l'enchaînement depuis 1977 des mandats des Soubie, père et fils, est à l'origine de l'engagement d'Axelle Balguerrie. Cette dernière, à qui il a manqué 83 voix en 2014 pour s'emparer de la mairie, mise sur une liste hétérogène, avec « des gens de droite et des gens de gauche. Nous voulons le bien-être de notre commune, nos idées politiques ne doivent pas passer avant l'intérêt général. » Comme à Saint-Médard, le Nouvel élan Tressois s'est doté d'une charte où, sans surprise, il est question de « vivre en commun », de « transition écologique », de « solidarité » et de « transparence ».

Pour le collectif Le Taillan autrement, l'aspiration est ouvertement citoyenne

mais l'orientation politique, à gauche, est clairement affichée. « Nous n'avancions pas masqués, explique Laetitia Mauhé-Berjonneau, présidente d'une association créée en 2014 au lendemain de la défaite du socialiste Ludovic Freygefond. Nous voulions recréer quelque chose autour de valeurs écologiques, sociales et solidaires. » Depuis 6 ans, Le Taillan autrement est représenté au Conseil municipal par l'élue d'opposition Pascale Damestoy, laquelle conduira une liste, qui bénéficie du soutien d'EELV, de Place Publique et de la France Insoumise, le 15 mars prochain. Avec l'ambition de « décomplexer les habitants car chacun dispose d'idées, d'envies de savoirs et de compétences utiles pour valoriser la commune et agir dans l'intérêt général ». Pour inciter les habitants à s'engager dans le débat public et « éviter l'entre-soi », le collectif a organisé plusieurs ateliers participatifs autour des mobilités, de la démocratie et de la santé-environnement.

### Tirage au sort

Pour constituer leurs listes, Saint-Médard-en-Jalles demain comme le Nouvel élan Tressois font le pari du tirage au sort de citoyens. Dans la commune de la Métropole, sur la base des listes électorales, le collectif a contacté 600 personnes dont un tiers de jeunes de 18 à 25 ans pour leur proposer de se joindre à l'initiative. « Pour l'heure, nous avons huit réponses positives », indique Cécile Marenzoni. Ce souci

d'intégrer la jeunesse au processus démocratique se vérifie dans l'Entre-deux-mers. Un moyen aussi pour les Tressois de décider « des projets municipaux pour mieux vivre en commun. Les élus ne doivent pas être des élites, des sachants, imposant leur choix, ils doivent travailler avec les citoyens pour trouver les meilleures orientations possibles. Favoriser la participation citoyenne, c'est ouvrir la mairie au faire ensemble. »

Si ces listes obtiennent la majorité à quoi ressemblera la vie politique locale ? « Des référendums d'initiative citoyenne seront organisés sur des projets phares, promet la présidente de Le Taillan autrement, des instances démocratiques, avec des citoyens volontaires ou tirés au sort seront à créer à l'échelle des quartiers et le règlement du Conseil municipal sera modifié de manière à ce que le maire ne concentre pas toutes les délégations. » À Saint-Médard-en-Jalles, la prise de décisions sera partagée avec les habitants grâce à « une maison de la citoyenneté où tout un chacun pourra venir garnir un panier à projets », indique Cécile Marenzoni. À Tresses, Axelle Balguerrie prévoit que les élus du Conseil municipal « et même le maire » travaillent en binôme ou trinôme « pour éviter les décisions unilatérales ». Des commissions seront créées où élus, citoyens et services techniques débattront de la faisabilité des projets.

Tout un programme.

Ugo AMEZ  
et Guillaume PANTAIGNAN